

# Rapport de gestion



Exercice  
terminé  
le 31 mai  
2010

Le rapport de gestion analyse les résultats d'exploitation et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société »), et vise à aider le lecteur à mieux connaître son contexte d'affaires et ses perspectives d'avenir. Le présent rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés vérifiés de la Société et les notes complémentaires afférentes de l'exercice financier terminé le 31 mai 2010. L'information contenue au présent document inclut tous les changements importants en date du 10 août 2010, date à laquelle ce rapport de gestion a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. L'information financière présentée ci-après est préparée selon les conventions comptables de la Société, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Cependant, elle renferme également des renseignements étant des mesures financières non conformes aux PCGR. Des renseignements portant sur ces mesures non conformes aux PCGR sont fournis à la rubrique Mesures non conformes aux PCGR. Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos » et « notre » font référence à 5N Plus et ses filiales.

## Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines déclarations dans ce rapport de gestion peuvent inclure des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières. Ces énoncés prospectifs sont basés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à date et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, des incertitudes et autres facteurs, qui peuvent intervenir et affecter les résultats réels, le rendement et les réalisations de la Société, et faire en sorte que ceux-ci diffèrent de façon importante des résultats, du rendement ou des réalisations futurs, dont il est question ou escomptés dans les énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de tels écarts incluent le risque lié à la dépendance à l'égard d'un important client, crédit, taux d'intérêts, prix et fluctuation de change, juste valeur, sources d'approvisionnement, acceptation du marché et dépendance à l'égard des technologies des modules photovoltaïques à couche mince, réglementation environnementale, concurrence, dépendance à l'égard du personnel clé, interruptions des activités, acquisition d'entreprise, protection des droits de propriété intellectuelle et l'option conférée à First Solar d'acquies nos installations de fabrication en Allemagne. Par conséquent, nous ne pouvons garantir que les énoncés prospectifs se concrétiseront. Les énoncés prospectifs se reconnaissent généralement par l'emploi de termes tels que « pouvoir », « devoir », « croire », « s'attendre à » ou toutes expressions de nature similaire. À moins que les lois sur les valeurs mobilières ne l'exigent, la direction de la Société n'assume aucune obligation quant à la mise à jour ou à la révision des énoncés prospectifs en raison de nouvelles informations ou d'événements futurs ou d'autres changements. Lors de l'évaluation de ces énoncés, le lecteur doit tenir compte de divers facteurs, notamment les risques identifiés ci-haut. Le lecteur est avisé d'éviter de se fier outre mesure à ces énoncés prospectifs.

## Survol de notre Société et de ses activités

La dénomination de 5N Plus inc. tire son origine de la pureté de ses produits, à savoir de 99,999 % (cinq neuf ou 5N) et plus. Notre siège social est situé à Montréal (Québec) et nous détenons deux filiales importantes soit 5N PV GmbH (« 5N PV ») située à Eisenhüttenstadt en Allemagne et Firebird Technologies Inc. (« Firebird ») située à Trail au Canada. 5N Plus est un producteur entièrement intégré et un recycleur en boucle fermée de métaux et de composés hautement purifiés. Nous produisons à partir de technologies brevetées des métaux principalement constitués de tellure, cadmium, germanium, indium, antimoine, sélénium et de composés connexes, comme le tellure de cadmium (CdTe), le sulfure de cadmium (CdS) et l'antimoniure d'indium (InSb). Nos produits sont des précurseurs critiques dans plusieurs applications électroniques, notamment le marché en rapide évolution des modules photovoltaïques (PV) à couches minces, pour lequel 5N Plus inc. est un grand fournisseur de CdTe, et le marché des détecteurs de rayonnement.

## Stratégie d'entreprise

Pour réaliser notre vision, soit celle de devenir le leader mondial dans le domaine des matériaux électroniques et d'offrir une valeur durable à toutes les parties prenantes, notre stratégie s'appuie sur trois principaux éléments : croissance organique par l'agrandissement de nos installations de production, diversification de notre portefeuille de produits par le biais d'acquisitions et accentuer nos activités de recyclage.

Stratégie d'entreprise	Mesures et réalisations au cours de l'année financière 2010
<b>Croissance organique</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>■ Le 24 juin 2009, prolongation et renforcement des ententes d'approvisionnement avec le principal client First Solar, Inc.</li><li>■ Le 25 janvier 2010, signature d'un protocole d'entente avec Abound Solar, Inc. et le 18 mars 2010, avec Calyxo GmbH.</li></ul>
<b>Diversification du portefeuille de produits</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>■ Le 1<sup>er</sup> décembre 2009, annonce de l'acquisition de Firebird et subséquemment la construction d'une nouvelle usine à Trail en Colombie-Britannique afin d'augmenter la production de substrats semiconducteurs et de germanium.</li><li>■ Le 9 mars 2010, signature d'entente d'approvisionnement à long terme en germanium et indium avec Teck Metals Ltd.</li></ul>
<b>Accent sur le recyclage</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>■ Usine de recyclage de modules solaires au Wisconsin afin de mieux servir notre clientèle américaine à compter du deuxième trimestre de l'année financière 2011.</li><li>■ Signature en janvier 2010 d'une entente de recyclage avec Abound Solar et en mars 2010 avec Calyxo, une filiale de Q-Cells.</li><li>■ Inscrite pour la deuxième année consécutive sur la liste Corporate Knights Cleantech 10, palmarès des dix meilleures entreprises publiques de technologies propres au Canada.</li></ul>

## Nous posons les jalons d'une croissance rapide

Nous célébrons notre dixième anniversaire et quarante trimestres consécutifs de profitabilité. Malgré les défis inhérents aux taux de change des devises, nous avons réalisé au cours de l'année financière 2010 des revenus record, et les marges bénéficiaires nettes ont dépassé les 20 % pour la troisième année consécutive. Mais surtout, nous estimons avoir jeté les bases d'une croissance durable. Nous avons fait de grands pas en vue du renforcement de notre entreprise, prenant appui sur nos installations existantes et nous positionnant de façon à jouer un rôle accru dans le recyclage. Parallèlement, nous avons élargi notre gamme de produits aux substrats semiconducteurs, au germanium et aux produits destinés à d'autres technologies photovoltaïques à couche mince.

Ces réalisations n'auraient pas été possibles sans le soutien et le dévouement de nos employés. Je tiens à les remercier pour une autre excellente année. J'en profite pour souhaiter la bienvenue aux employés de Firebird qui se sont joints à l'équipe de 5N Plus et qui ont déjà apporté une contribution positive à notre chiffre d'affaires et à notre résultat net.

Plus que jamais, offrir des solutions de matériaux électroniques durables et à valeur ajoutée à notre clientèle constitue la raison d'être de notre entreprise. Tout en continuant de construire et de faire croître notre entreprise, rappelons-nous qu'en misant sur ce qui fait notre force, nous contribuons à bâtir un monde meilleur.

### Jacques L'Écuyer

Président et chef de la direction

## Principales informations financières annuelles

Exercices terminés les 31 mai

2010

2009

2008

### Résultats consolidés

Ventes	<b>70 763 345 \$</b>	69 373 117 \$	30 972 941 \$
BAIIA <sup>1</sup>	<b>24 109 939 \$</b>	31 409 878 \$	11 318 178 \$
Bénéfice net des activités poursuivies	<b>15 143 310 \$</b>	20 868 124 \$	7 175 011 \$
Bénéfice net des activités poursuivies de base par action ordinaire	<b>0,33 \$</b>	0,46 \$	0,20 \$
Bénéfice net des activités poursuivies dilué par action ordinaire	<b>0,33 \$</b>	0,45 \$	0,19 \$
Perte nette des activités abandonnées	<b>495 770 \$</b>	– \$	– \$
Bénéfice net	<b>14 647 540 \$</b>	20 868 124 \$	7 175 011 \$
Bénéfice net de base par action ordinaire	<b>0,32 \$</b>	0,46 \$	0,20 \$
Bénéfice net dilué par action ordinaire	<b>0,32 \$</b>	0,45 \$	0,19 \$
Dividende par action ordinaire	–	–	0,034 \$
Flux de trésorerie provenant des activités poursuivies	<b>16 828 300 \$</b>	16 239 645 \$	(2 163 317) \$

### Données tirées des bilans

Total de l'actif	<b>138 521 308 \$</b>	128 168 856 \$	107 743 063 \$
Dette à long terme	<b>4 197 803 \$</b>	3 997 923 \$	4 674 934 \$
Capitaux propres	<b>125 678 537 \$</b>	112 368 764 \$	90 962 804 \$

<sup>1</sup> Calculé à partir du bénéfice net des activités poursuivies – Voir Mesures non conformes aux PCGR

## Principales données financières trimestrielles

en milliers de dollars à l'exception de par action  
(non vérifiées)

	AF2010				AF2009			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Ventes	<b>19 730</b>	<b>19 227</b>	<b>15 753</b>	<b>16 053</b>	18 057	19 150	18 136	14 030
Profit brut <sup>2</sup>	<b>8 671</b>	<b>8 204</b>	<b>7 359</b>	<b>7 618</b>	8 497	9 840	9 230	7 632
BAIIA	<b>6 742</b>	<b>6 783</b>	<b>5 535</b>	<b>5 050</b>	8 576	8 012	8 799	6 023
Bénéfice net des opérations continues	<b>4 363</b>	<b>4 362</b>	<b>3 403</b>	<b>3 015</b>	5 708	5 190	5 876	4 094
Perte nette des activités abandonnées	<b>23</b>	<b>287</b>	<b>186</b>	–	–	–	–	–
Bénéfice net	<b>4 339</b>	<b>4 076</b>	<b>3 217</b>	<b>3 015</b>	5 708	5 190	5 876	4 094
Bénéfice net des activités poursuivies par action ordinaire de base	<b>0,10 \$</b>	<b>0,10 \$</b>	<b>0,07 \$</b>	<b>0,07 \$</b>	0,13 \$	0,11 \$	0,13 \$	0,09 \$
Bénéfice net des activités poursuivies par action ordinaire dilué	<b>0,09 \$</b>	<b>0,09 \$</b>	<b>0,07 \$</b>	<b>0,07 \$</b>	0,12 \$	0,11 \$	0,13 \$	0,09 \$
Bénéfice net par action ordinaire de base	<b>0,09 \$</b>	<b>0,09 \$</b>	<b>0,07 \$</b>	<b>0,07 \$</b>	0,13 \$	0,11 \$	0,13 \$	0,09 \$
Bénéfice net par action ordinaire dilué	<b>0,09 \$</b>	<b>0,09 \$</b>	<b>0,07 \$</b>	<b>0,07 \$</b>	0,12 \$	0,11 \$	0,13 \$	0,09 \$
Carnet de commandes <sup>2</sup>	<b>52 651</b>	<b>53 791</b>	<b>53 268</b>	<b>56 964</b>	52 224	52 024	54 722	53 647

<sup>2</sup> Voir Mesures non conformes aux PCGR

### Taux de change moyens



## Faits saillants de l'année financière 2010



- Les ventes ont atteint un niveau record et se chiffrent à 70 763 345 \$ contre des ventes de 69 373 117 \$ pour l'exercice financier 2009.
- Le bénéfice net des opérations poursuivies est de 15 143 310 \$ ou 0,33 \$ par action contre 20 868 124 \$ ou 0,46 \$ par action pour l'exercice financier précédent.
- Le BAIIA se chiffre à 24 109 939 \$ ou 34,1 % des ventes comparativement à 31 409 878 \$ ou 45,3 % des ventes pour l'exercice financier précédent.
- Le bilan financier de la Société demeure solide avec une trésorerie et équivalents de trésorerie de 67 992 321 \$ au 31 mai 2010, contre 65 066 530 \$ pour l'exercice financier précédent. Les flux de trésorerie provenant des activités continues se chiffrent à 16 828 300 \$ comparativement à 16 239 645 \$ pour l'exercice financier précédent. Les capitaux propres sont en hausse et se chiffrent à 125 678 537 \$ au lieu de 112 368 764 \$ l'an dernier.
- Le carnet de commandes qui devraient se transformer en ventes au cours des douze prochains mois se chiffre à 52 650 764 \$, en hausse comparativement à un carnet de commandes de 52 224 368 \$ à pareille date l'an dernier. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu un impact négatif d'environ 4,3 millions de dollars sur les comparaisons du carnet de commandes.
- Le 1<sup>er</sup> décembre 2009, 5N Plus annonçait l'acquisition de Firebird Technologies inc., un chef de file dans la fabrication de composés semiconducteurs et de métaux purs situé à Trail en Colombie Britannique.

## Faits saillants du quatrième trimestre 2010

- Pour un deuxième trimestre consécutif, les ventes atteignent un niveau record et se chiffrent à 19 729 553 \$ contre des ventes de 18 057 223 \$ à la même période l'an dernier.
- Le bénéfice net des opérations poursuivies se chiffrent à 4 362 612 \$ ou 0,10 \$ par action comparativement à un bénéfice net de 5 708 451 \$ ou 0,13 \$ par action à la même période l'an dernier.
- Le BAIIA se chiffre à 6 742 096 \$ ou 34,2 % des ventes comparativement à 8 576 126 \$ ou 47,5 % des ventes à la même période l'an dernier.
- En mars 2010, 5N Plus a vendu sa participation entière dans ZT Plus, une coentreprise avec BSST, filiale d'Amérigon Incorporated.

## Acquisition d'entreprise

Le 1<sup>er</sup> décembre 2009, la Société a fait l'acquisition de Firebird Technologies Inc. au montant de 7 912 055 \$ incluant des frais reliés à l'acquisition de 61 078 \$. Firebird est une société qui se spécialise dans la fabrication de métaux purs et de composés semiconducteurs. Les principaux produits fabriqués par Firebird sont des substrats d'antimoniure d'indium ainsi que des métaux purs tels que l'antimoine, l'indium et l'étain. Ces produits sont vendus mondialement et utilisés dans de nombreuses applications électroniques et optiques.

La Société a comptabilisé l'acquisition selon la méthode de l'acquisition. Les résultats de Firebird sont consolidés à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2009.

## Abandon d'activité

Le 1<sup>er</sup> septembre 2009, la Société a formé une coentreprise au nom de ZT Plus avec une filiale d'Amérigon Incorporated appelée BSST. La contribution en espèces ou en biens de chacun des partenaires prévue était de 5 500 000 \$US et donnait une participation de 50 % à la Société. ZT Plus était comptabilisée en utilisant la méthode de la consolidation proportionnelle. Le 26 mars 2010, la Société a vendu sa participation dans ZT Plus pour un montant de 1 600 000 \$US (1 632 000 \$) en raison du développement commercial de ZT Plus qui s'est avéré plus lent que prévu. Cette vente a été classée comme un abandon d'activité et les résultats financiers des deuxième et troisième trimestres ont été retraités.

## Résultats d'exploitation

### Introduction

Nos ventes sont générées par le développement et la production de métaux et de sels de haute pureté destinés à différentes applications électroniques, incluant les cellules solaires, détecteurs de rayonnement, optiques infrarouges, dispositifs thermoélectriques et mémoires optiques. Nous fournissons également à nos clients des services de recyclage par lesquels les résidus de leurs activités manufacturières sont raffinés puis reconvertis en un produit utilisable. Nous n'avons qu'un seul secteur isolable soit celui du raffinage et du recyclage des métaux.

Notre clientèle comprend des fabricants de cellules solaires à couche mince, des fabricants d'assemblages (désignés fournisseurs du groupe 1) et des fabricants de sous-assemblages et de composants (désignés fournisseurs du groupe 2). Nos clients se trouvent principalement aux États-Unis, en Europe, en Israël et en Asie. Un de ces clients a généré 65 % des ventes pour le trimestre et 74 % pour l'exercice financier terminés le 31 mai 2010.

### Ventes, marge brute, bénéfice net et bénéfice par action

(des activités poursuivies)	Trois mois terminés le 31 mai			Douze mois terminés le 31 mai		
	2010	2009	Hausse (Baisse)	2010	2009	Hausse (Baisse)
Ventes	<b>19 729 553 \$</b>	18 057 223 \$	9,3 %	<b>70 763 345 \$</b>	69 373 117 \$	2,0 %
Marge brute	<b>8 671 360 \$</b>	8 496 616 \$	2,1 %	<b>31 852 704 \$</b>	35 198 886 \$	(9,5 %)
Ratio marge brute <sup>2</sup>	<b>44,0%</b>	47,1 %		<b>45,0%</b>	50,7 %	
Bénéfice net	<b>4 362 612 \$</b>	5 708 451 \$	(23,6 %)	<b>15 143 310 \$</b>	20 868 124 \$	(27,4 %)
Bénéfice net des activités poursuivies par action (de base)	<b>0,10 \$</b>	0,13 \$		<b>0,33 \$</b>	\$ 0,46	

<sup>1</sup> Voir Mesures non conformes aux PCGR

Comparativement aux mêmes périodes l'an dernier, et en dépit la forte appréciation du dollar canadien, les ventes du quatrième trimestre et de l'exercice terminés le 31 mai 2010 ont atteint un niveau record. Les ventes du quatrième trimestre totalisent 19 729 553 \$, en hausse de 9,3 % comparativement à des ventes de 18 057 223 \$. Pour l'exercice financier en cours, les ventes se chiffraient à 70 763 345 \$ en hausse de 2,0 % contre des ventes de 69 373 117 \$ pour l'exercice financier précédent.

Cette croissance reflète la hausse des ventes des produits destinés à des applications autres que le solaire ainsi que l'apport positif de Firebird. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et l'euro représente un impact défavorable d'environ 3 500 000 \$ sur les ventes de la Société au cours du trimestre et de 5 800 000 \$ au cours de l'exercice financier terminés le 31 mai 2010.

Les ventes au marché solaire représentent 70,4 % des ventes totales au cours du quatrième trimestre et 78,3 % pour l'exercice financier terminés le 31 mai 2010, comparativement à 80,2 % et 79,5 % pour les périodes correspondantes de l'exercice financier précédent. Dans l'ensemble, les volumes de produits vendus pour des applications solaires ont augmenté au cours des périodes de l'exercice terminé le 31 mai 2010, les chiffres des ventes étant partiellement compensés par une réduction du prix unitaire moyen et l'impact négatif des taux de change.

La marge brute est en hausse et se chiffre à 8 671 360 \$ au cours du quatrième trimestre et à 8 496 616 \$ par rapport à la même période l'an dernier, témoignant de la contribution de Firebird. Pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2010, la marge brute atteint 31 852 704 \$ comparativement à 35 198 886 \$ pour l'an dernier, représentant des ratios de marge brute de 45,0 % et 50,7 % respectivement. Les baisses de la marge brute et du ratio observées s'expliquent principalement par l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro ayant un impact négatif sur les ventes de la Société. La baisse du prix de vente unitaire moyen et la hausse des coûts d'opération sont responsables dans une moindre mesure de la diminution de la marge brute et du ratio.

Le bénéfice net des opérations poursuivies pour le quatrième trimestre terminé le 31 mai 2010 s'élève à 4 362 612 \$ (0,10 \$ par action) représentant une baisse de 23,6 % comparativement à un bénéfice net des opérations poursuivies de 5 708 451 \$ (0,13 \$ par action) pour la même période l'an dernier. La baisse du gain de change est principalement responsable de la diminution du bénéfice net au cours du trimestre, représentant un gain de 532 954 \$ seulement comparativement à 2 175 813 \$ pour la même période l'an dernier.

Le bénéfice net des activités poursuivies pour l'exercice financier 2010 s'établissait à 15 143 310 \$ (0,33 \$ par action) comparativement à 20 868 124 \$ (0,46 \$ par action) en baisse de 27,4 %. Cette baisse est principalement attribuable aux facteurs ci-haut mentionnés, aux frais élevés associés à des projets d'acquisition non réalisés ainsi qu'à des revenus d'intérêts à la baisse. Le bénéfice par action est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de 45 625 024 pour le trimestre en cours et de 45 578 992 pour l'exercice terminé le 31 mai 2010. Le bénéfice par action pour les périodes de trois mois et l'exercice financier terminés le 31 mai 2009 est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de 45 515 577 pour le quatrième trimestre et de 45 505 213 pour l'exercice financier précédent.

## Frais de vente et d'administration et de recherche et développement

	Trois mois terminés le 31 mai		Douze mois terminés le 31 mai	
	2010	2009	2010	2009
Frais de vente et d'administration	<b>1 783 426 \$</b>	1 670 869 \$	<b>7 068 705 \$</b>	5 277 745 \$
Pourcentage des ventes pour la période	<b>9,0 %</b>	9,3 %	<b>10,0 %</b>	7,6 %
Frais de recherche et développement (déduction faite des crédits d'impôt)	<b>678 792 \$</b>	423 277 \$	<b>1 858 038 \$</b>	1 241 142 \$
Pourcentage des ventes pour la période	<b>3,44 %</b>	2,3 %	<b>2,6 %</b>	1,8 %

Les frais de vente et d'administration pour le quatrième trimestre se chiffrent à 1 783 426 \$ comparativement à 1 670 869 \$ pour la période correspondante de l'année précédente. Exprimés en pourcentage des ventes, ils sont à la baisse, passant de 9,3 % à 9,0 %. Pour l'exercice financier en cours, les frais de vente et d'administration totalisent 7 068 705 \$ ou 10,0 % des ventes contre 5 277 745 \$ ou 7,6 % des ventes pour l'exercice financier précédent. La Société maintient des niveaux appropriés de dépenses administratives en prévision de l'atteinte de ses objectifs de croissance. Au cours du premier trimestre de l'exercice financier 2010, d'importants frais d'administration associés à des projets d'acquisition non réalisés ont totalisé 1 165 000 \$.

Les dépenses en R&D, déduction faite des crédits d'impôt se chiffrent à 678 792 \$ au quatrième trimestre comparativement à 423 277 \$ pour la même période l'an dernier, représentant 3,44 % et 2,3 % des ventes. Pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2010, les dépenses en R&D, déduction faite des crédits d'impôt, se chiffrent à 1 858 038 \$ ou 2,6 % des ventes comparativement à 1 241 142 \$ ou 1,8 % des ventes pour l'exercice financier précédent. Les niveaux actuels de R&D témoignent des efforts soutenus aux activités de recyclage et au développement de nouveaux produits.

## Rapprochement du BAIIA

	Trois mois terminés le 31 mai			Douze mois terminés le 31 mai		
	2010	2009	(Baisse)	2010	2009	(Baisse)
Bénéfice net	<b>4 362 612 \$</b>	5 708 451 \$	(23,6 %)	<b>15 143 310 \$</b>	20 868 124 \$	(27,4 %)
Augmentation (diminution) :						
Charge d'impôts sur le bénéfice	<b>1 734 901</b>	2 345 056		<b>6 512 004</b>	9 128 634	
Frais financiers et revenus d'intérêts	<b>(60 442)</b>	(78 822)		<b>(278 166)</b>	(741 432)	
Amortissement	<b>705 025</b>	601 441		<b>2 732 791</b>	2 154 552	
<b>BAIIA</b>	<b>6 742 096 \$</b>	8 576 126 \$	(21,4 %)	<b>24 109 939 \$</b>	31 409 878 \$	(23,2 %)

Le BAIIA a diminué de 21,4 % au quatrième trimestre de l'exercice financier 2010 comparativement à la période correspondante l'an dernier se chiffrant à 6 742 096 \$ comparativement à 8 576 126 \$. Le BAIIA pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2010 est en baisse de 23,2 %, passant de 31 409 878 \$ à 24 109 939 \$. Le BAIIA est affecté défavorablement par la baisse du bénéfice net, des frais de vente et d'administration plus élevés et des gains de change inférieurs à ceux de l'exercice financier précédent.

## Frais financiers, revenus d'intérêts, amortissement et impôts sur le bénéfice

Les frais financiers combinés aux revenus d'intérêts représentent un gain de 60 442 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice en cours et 278 166 \$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2010 comparativement à un gain de 78 822 \$ et 741 432 \$ pour les mêmes périodes de l'exercice financier précédent. Ces diminutions sont majoritairement attribuables à la baisse des taux d'intérêt versés par les banques sur la trésorerie et équivalents.

La dépense d'amortissement pour le trimestre terminé le 31 mai 2010 se chiffre à 705 025 \$ comparativement à 601 441 \$ pour la même période l'an dernier. Pour l'exercice terminé le 31 mai 2010, la dépense d'amortissement se chiffre à 2 732 791 \$ comparativement à 2 154 552 \$ pour l'exercice financier 2009. Ces augmentations d'amortissement sont attribuables à des dépenses d'immobilisations corporelles encourues l'an dernier principalement reliées à notre usine allemande. L'amortissement de la propriété intellectuelle de Firebird à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2009 en est également responsable.

Les impôts sur le bénéfice se chiffrent à 1 734 901 \$ pour le quatrième trimestre terminé le 31 mai 2010, comparativement à 2 345 056 \$ pour celui de l'exercice financier précédent. Ces montants représentent des taux d'impôt effectifs de 28,6 % et 29,1 % respectivement. Le reclassement des dépenses de ZT Plus comme opérations abandonnées est responsable de la baisse du taux du taux d'impôt effectif au cours du trimestre en cours. Pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2010, les impôts sur le bénéfice sont de 6 512 004 \$ comparativement à 9 128 634 \$ représentant des taux d'impôt effectifs de 30,0 % et 30,4 % respectivement. Des ajustements d'impôt de l'exercice précédent ainsi que des dépenses non déductibles reliées à des projets d'acquisition non réalisés sont en partie responsables de la diminution du taux d'impôt effectif.

## Liquidités et fonds propres

	Au 31 mai 2010	Au 31 mai 2009
Fonds de roulement <sup>1</sup>	97 817 431	90 558 261
Ratio de fonds de roulement <sup>1</sup>	18,0	9,5
Immobilisations corporelles et actifs incorporels	28 208 215	26 178 423
Actif total	138 521 308	128 168 856
Dette totale <sup>1</sup>	4 820 623	4 589 570
Capitaux propres	125 678 537	112 368 764

<sup>1</sup> Voir Mesures non conformes aux PCGR

### Fonds de roulement et ratio du fonds de roulement

Le fonds de roulement se chiffre à 97 817 431 \$ au 31 mai 2010 comparativement à 90 558 261 \$ au 31 mai 2009. L'augmentation du ratio de fonds de roulement s'explique principalement en raison de la baisse de plus de 5 000 000 \$ d'impôt sur le bénéfice à payer et des créiteurs et charges à payer combinés à la hausse de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

### Immobilisations corporelles, incorporelles et autres actifs

Les dépenses d'investissements en immobilisations corporelles et incorporelles de 947 424 \$ au cours du trimestre terminé le 31 mai 2010 sont pratiquement en ligne avec celles de la même période l'an dernier qui se chiffraient à 1 014 632 \$. Les dépenses d'investissements en immobilisations corporelles et incorporelles pour la l'exercice financier en cours totalisaient 4 837 107 \$ comparativement à 7 140 343 \$ pour la période l'exercice financier précédent. Les dépenses d'investissement en immobilisations corporelles et incorporelles incluent un montant de 1 648 295 \$ relié à la construction de la nouvelle usine à Trail. Cet édifice de 40 000 pieds carrés sera dédié à la transformation de semiconducteurs avancés, à la purification des métaux ainsi qu'à des activités de recyclage. La construction de cette nouvelle installation représente un investissement de plus de 10 millions \$ et devrait être complétée au début du mois de septembre 2010.

### Écart d'acquisition

Au 31 mai 2010, l'écart d'acquisition relié à l'acquisition de Firebird se chiffre à 4 381 762 \$.

### Créditeurs et charges à payer

La gestion quotidienne de la trésorerie témoigne de la baisse des créiteurs et des charges à payer, passant de 6 791 675 \$ au 31 mai 2009 à 4 646 220 \$ au 31 mai 2010.

### Dette totale et revenus reportés

La dette totale a augmenté, passant de 4 589 570 \$ au 31 mai 2009 à 4 820 623 \$ au 31 mai 2010 en raison de l'intégration de la dette à long terme de Firebird.

Nous avons reconnu au cours de l'exercice financier terminé le 31 mai 2010, un revenu de 173 000 \$ associé à la subvention reçue par notre filiale allemande 5N PV GmbH au montant de 540 000 €, pour la création d'un certain nombre de nouveaux emplois dans la ville d'Eisenhüttenstadt.

### Capitaux propres

Les capitaux propres de la Société sont de 125 678 537 \$ ou 90,7 % de l'actif total au 31 mai 2010, comparativement à 112 368 764 \$ ou 87,7 % de celui du 31 mai 2009, illustrant la rentabilité opérationnelle au cours de l'exercice financier terminé le 31 mai 2010. Les gains et pertes de change découlant de la conversion en dollars canadiens des comptes des filiales étrangères sont reportés et comptabilisés comme autre élément du résultat étendu consolidé sous la rubrique « Autres éléments du résultat étendu » ainsi que la variation de la portion efficace du gain sur certains contrats de change désignés comme couverture de flux de trésorerie.

## Flux de trésorerie

	Trois mois terminés le 31 mai		Douze mois terminés le 31 mai	
	2010	2009	2010	2009
Activités d'exploitation poursuivies	<b>6 188 039 \$</b>	4 965 655 \$	<b>16 828 300 \$</b>	16 239 645 \$
Activités d'investissement	<b>(784 603)</b>	(1 129 436)	<b>(12 577 665)</b>	(8 660 804)
Activités de financement	<b>(169 334)</b>	(756 927)	<b>(295 299)</b>	(2 257 973)
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>(280 794)</b>	(200 325)	<b>(533 775)</b>	168 919
<b>Augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies</b>	<b>4 953 308 \$</b>	2 878 967 \$	<b>3 421 561 \$</b>	5 489 787 \$

Les flux de trésorerie provenant des activités poursuivies ont généré 6 188 039 \$ au cours du quatrième trimestre terminé le 31 mai 2010 comparativement à 4 965 655 \$ pour la même période l'an dernier. Pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2010, les flux de trésorerie provenant des activités poursuivies ont généré 16 828 300 \$ comparativement à 16 239 645 \$ pour l'exercice financier précédent. Des besoins moindres d'éléments hors caisse sont majoritairement responsables des hausses pour les périodes correspondantes.

Les flux de trésorerie des activités d'investissement ont nécessité des liquidités de 784 603 \$ au cours du quatrième trimestre contre 1 129 436 \$ pour la même période l'an dernier. Les flux de trésorerie des activités d'investissement pour l'exercice terminé le 31 mai 2010, ont nécessité des liquidités de 12 577 665 \$ comparativement à 8 660 804 \$ pour l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable au montant déboursé de 7 747 997 \$ pour l'acquisition de Firebird.

## Rapprochement des dépenses en immobilisations corporelles et incorporelles et des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

	Trois mois terminés le 31 mai		Douze mois terminés le 31 mai	
	2010	2009	2010	2009
Acquisition d'immobilisations corporelles, incorporelles et autres actifs	<b>947 424 \$</b>	1 014 632 \$	<b>4 837 107 \$</b>	7 137 342 \$
Acquisition d'une entreprise (nette de la trésorerie et équivalent)	–	–	<b>7 747 997</b>	–
Acquisition d'immobilisations corporelles, incorporelles et autres actifs impayés et inclus dans les créditeurs et charges à payer :				
À l'ouverture	<b>37 071</b>	307 257	<b>192 453</b>	1 715 915
À la fermeture	<b>(199 892)</b>	(192 453)	<b>(199 892)</b>	(192 453)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>784 603 \$</b>	1 129 436 \$	<b>12 577 665 \$</b>	8 660 804 \$

Les activités de financement ont nécessité des liquidités de 169 334 \$ au cours du quatrième trimestre et 295 229 \$ au cours de l'exercice financier 2010, représentant principalement le remboursement de la dette à long terme partiellement compensé par l'exercice d'options d'achat d'actions. Pour les mêmes périodes de l'exercice financier précédent, celles-ci se comparent à des activités de financement ayant nécessité des liquidités de 756 927 \$ et 2 257 973 \$ en raison du remboursement de la dette à long terme et des autres passifs à long terme.

Notre trésorerie et équivalents de trésorerie ont augmenté de 6 519 565 \$ au cours du quatrième trimestre et de 2 925 791 \$ pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2010, atteignant 67 992 321 \$ comparativement à une augmentation de 2 878 967 \$ et de 5 489 787 \$ pour les mêmes périodes l'an dernier. Nous sommes très confiants que ce niveau actuel de liquidité combiné aux flux de trésorerie provenant de nos activités d'exploitation seront suffisants pour financer notre fonds de roulement et nos projets d'investissements et nous permettre de poursuivre fermement notre plan de croissance incluant des opportunités d'acquisition.

## Capital-actions

### Autorisé

La Société a autorisé un nombre illimité d'actions ordinaires, participantes et sans valeur nominale, comportant un droit de vote par action.

La Société a autorisé un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises dans une ou plusieurs séries, dont les conditions, les restrictions et les privilèges particuliers doivent être déterminés par le conseil d'administration de la Société.

Émis et entièrement payé	Au 31 mai 2010		Au 31 mai 2009	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
<b>Actions ordinaires</b>				
En circulation	<b>45 627 450</b>	<b>82 389 870 \$</b>	45 520 225	81 881 914 \$

## Régime d'options d'achat d'actions

La Société a adopté, en octobre 2007, un régime d'options d'achat d'actions (« le Plan ») à l'intention des administrateurs, dirigeants et employés. Le total d'actions pouvant être émis aux fins du Plan ne peut dépasser, au total, 10 % de l'ensemble des actions ordinaires de temps à autre.

Les options peuvent être exercées en vertu du Plan sur une période de 10 ans suivant la date de l'octroi. Les options en circulation au 31 mai 2010 peuvent être exercées sur une période n'excédant pas un délai de 6 ans à compter de la date de l'octroi. Les options sont acquises à raison de 25 % (100 % pour les administrateurs) par année suivant le premier anniversaire de la date de l'octroi.

Au 31 mai	2010		2009	
	Nombre d'options	Prix moyen pondéré de levée	Nombre d'options	Prix moyen pondéré de levée
Au début de la période	<b>1 439 055</b>	<b>3,78</b>	1 032 500	3,00
Octroyées	<b>436 500</b>	<b>5,38</b>	466 430	5,42
Annulées	<b>(171 715)</b>	<b>4,00</b>	(39 650)	3,00
Levées	<b>(107 225)</b>	<b>3,09</b>	(20 225)	3,00
À la fin de la période	<b>1 596 615</b>	<b>4,24</b>	1 439 055	3,78

Au 31 mai 2010, le nombre total autorisé d'options d'achat d'actions ordinaires pouvant encore être émises aux termes du régime d'options d'achat d'actions était de 2 966 130.

## Carnet de commandes

Le carnet des commandes qui devraient se transformer en ventes au cours des douze prochains mois totalisait 52 650 764 \$ au 31 mai 2010, en hausse comparé à celui de 52 224 368 \$ au 31 mai 2009. La fluctuation des taux de change a eu un impact négatif d'environ 4,3 millions de dollars sur les comparaisons du carnet de commandes.

## Ententes hors bilan

La Société a recours à certains arrangements hors bilan qui consistent principalement en des contrats de location-exploitation pour certains locaux et équipements.

La filiale allemande de la Société s'est engagée à respecter un certain nombre de clauses dans une entente d'approvisionnement avec un important client. Vous trouverez un complément d'information sur cette entente à la note 14 afférente aux états financiers consolidés ainsi qu'à la rubrique Risques et incertitudes du présent rapport de gestion.

La Société est exposée aux risques de change sur les ventes réalisées en dollars US et en euros pour ses produits fabriqués au Canada et choisit de prendre à l'occasion des contrats de change à terme afin de se protéger du risque des fluctuations des devises étrangères. Vous trouverez un complément d'information relié à ces contrats à la note 14 afférente aux états financiers consolidés ainsi qu'à la rubrique Risques et incertitudes du présent rapport de gestion.

## Obligations contractuelles

Le tableau qui suit résume nos principales obligations contractuelles dans le cadre de nos activités normales au 31 mai 2010 :

Paiements exigibles par période	2011	2012	2013	2014	2015 et par la suite	Total
Dettes totales incluant les intérêts	622 820 \$	655 000 \$	850 000 \$	694 920 \$	1 997 883 \$	4 820 623 \$
Contrats de location	910 453	827 377	748 021	476 371	970 104	3 932 326
Obligations d'achat	55 535	—	—	—	—	55 535
	<b>1 588 808 \$</b>	<b>1 482 377 \$</b>	<b>1 598 021 \$</b>	<b>1 171 291 \$</b>	<b>2 967 987 \$</b>	<b>8 808 484 \$</b>

## Conventions comptables

### Recours à des estimations

La préparation des états financiers conformément aux PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés des actifs, des passifs et sur les renseignements fournis quant aux actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants déclarés des revenus et dépenses pour les périodes visées. Les principaux éléments pouvant être visés par de telles estimations sont notamment la durée de vie utile des actifs à long terme, l'évaluation de la recouvrabilité des débiteurs, crédits d'impôt à la recherche, des actifs d'impôts futurs ainsi que la valeur des actifs intangibles, de l'écart d'acquisition et des autres actifs à long terme. Les montants présentés et les informations fournies dans les notes reflètent l'ensemble des conditions économiques et les lignes de conduite les plus probables de la Société. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

### Actifs incorporels

Les actifs incorporels sont comptabilisés au coût et sont amortis linéairement sur leur durée de vie utile estimative aux taux suivants :

	Périodes
Logiciels	5 ans
Propriété intellectuelle	10 ans

### Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition représente l'excédent du coût d'une entreprise acquise sur la juste valeur attribuée aux éléments de l'actif acquis et du passif pris en charge. L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que l'écart d'acquisition pourrait avoir subi une dépréciation. Le test de dépréciation est basé sur la juste valeur établie à partir de modèles d'évaluation pouvant tenir compte de divers facteurs comme les bénéfices futurs normalisés et estimatifs, les valeurs finales et les taux d'actualisation. Le test annuel de dépréciation est effectué le 31 mai par la Société. Au 31 mai 2010, l'écart d'acquisition n'a pas été considéré comme ayant subi une dépréciation.

### Couverture de flux de trésorerie

Les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie sont comptabilisés à la juste valeur. La portion efficace de la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés est comptabilisée à l'état consolidé du résultat étendu, et la portion inefficace est comptabilisée, le cas échéant, en résultat net.

### Couverture de flux de trésorerie liée à l'achat de matières premières

La Société a également désigné comme couverture de flux de trésorerie une portion de sa trésorerie en dollars US pour l'achat futur de matières premières. La trésorerie en dollars US désignée est comptabilisée à la juste valeur au bilan consolidé de la Société. Le gain ou la perte de change sur l'encaisse en dollars US désignée est comptabilisé à l'état consolidé du résultat étendu. À l'achat de la matière première, le gain ou la perte de change est comptabilisé à titre de stocks de matières premières.

## Modifications futures de conventions comptables

### Regroupement d'entreprises et consolidation

En janvier 2009, l'ICCA a approuvé trois nouveaux chapitres de son Manuel : le chapitre 1582 « Regroupements d'entreprises », le chapitre 1601 « États financiers consolidés » et le chapitre 1602 « Participations sans contrôle ».

Le chapitre 1582 remplace le chapitre 1581 « Regroupements d'entreprises » et établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Il constitue l'équivalent canadien d'IFRS 3, « Regroupements d'entreprises ». Le chapitre 1582 exige l'utilisation accrue des évaluations à la juste valeur et la constatation d'actifs et de passifs additionnels et exige plus d'informations à fournir relativement à la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises et exige que les coûts d'acquisition soient reconnus en dépenses.

Les chapitres 1601 et 1602 remplacent le chapitre 1600 « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés et le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Le chapitre 1602 converge avec les exigences de la norme internationale d'information financière 27, IAS 27, « États financiers consolidés et individuels » et établit les règles pour la comptabilisation d'une participation sans contrôle issue d'un regroupement d'entreprises, et reconnue comme une composante distincte des capitaux propres. Le résultat net fournira la répartition entre les participations avec et sans contrôle.

Les trois chapitres entrèrent en vigueur au moment où les sociétés ouvertes canadiennes auront adopté les IFRS, soit pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, toutefois leur adoption anticipée est permise. La Société n'a pas évalué l'impact de ces nouvelles normes.

## Passage aux Normes internationales d'information financière (IFRS)

Le 13 février 2008, le CNC a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'appliquer les IFRS, intégralement et sans modification, pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices commençant le ou après le 1<sup>er</sup> janvier 2011. La Société devra préparer ses états financiers conformément aux IFRS à compter du 1<sup>er</sup> juin 2011 (« date de changement »). La Société devra fournir des données comparatives pour les périodes équivalentes de l'exercice précédent, de sorte que le 1<sup>er</sup> juin 2010 constituera la « date de basculement » pour la Société. Les IFRS sont fondées sur un cadre conceptuel semblable aux PCGR du Canada, mais présentent certaines différences importantes en ce qui a trait aux principes de comptabilisation, d'évaluation et d'information. Pendant la période précédant la date de basculement, le CNC continuera de publier des normes comptables plus conformes aux IFRS, ce qui permettra d'atténuer l'incidence du passage aux IFRS. En outre, l'International Accounting Standards Board (IASB) continuera également de publier de nouvelles normes comptables ou de modifier les normes existantes pendant la période de transition, faisant que l'incidence finale de l'application des IFRS sur les états financiers consolidés de la Société ne pourra être pleinement évaluée qu'au moment où l'on connaîtra toutes les exigences des IFRS qui seront applicables à la date de basculement. Afin que le processus soit géré adéquatement, la Société a développé un plan, attiré des ressources nécessaires à l'implantation et travaille de concert avec ses auditeurs. Le processus de transition de la Société en prévision de la mise en œuvre intégrale des IFRS se déroulera en quatre étapes :

### Étape 1—Étude préliminaire

Cette étape consiste en une analyse sommaire permettant de mettre en évidence les secteurs donnant lieu à des différences comptables et les conséquences potentielles du passage aux IFRS.

### Étape 2—Évaluation

Pendant cette étape, la Société classe par ordre de priorité (élevée, moyenne ou faible) les secteurs soulevés à l'étape 1 et évalue les principales conséquences du passage aux IFRS. Un plan de conversion détaillé sera ensuite mis au point. Puisque des changements pourraient être apportés aux IFRS pendant la période de transition et influencer sur le plan de conversion, un processus de surveillance sera mis en place.

### Étape 3—Transition

À cette étape, la Société conçoit et crée des solutions permettant de prendre en main les différences mises en évidence à l'étape 2. Elle déterminera alors les changements qui doivent être apportés aux conventions comptables, aux systèmes d'information, aux processus administratifs et aux contrôles internes à l'égard de l'information financière pour passer aux IFRS. Les incidences sur les ententes contractuelles sont évaluées et signalées comme il se doit; des modifications seront effectuées au besoin. Cette étape nécessite également la création d'un programme de communication et de formation à l'intention du personnel du service des finances et d'autres employés de la Société, s'il y a lieu.

### Étape 4—Mise en œuvre

L'objectif de cette dernière étape est de permettre la présentation de rapports financiers conformes aux IFRS sur une base permanente et de faciliter le partage des connaissances. Les changements désignés à l'étape 3 sont implantés et testés pour s'assurer que toutes les différences ont été prises en compte avant la date de basculement. Au cours de l'étape de mise en œuvre, une formation supplémentaire sera offerte au personnel à mesure que les systèmes révisés entreront en vigueur et se poursuivra jusqu'à la fin de la mise en œuvre. Le projet débutera par la collecte de l'information financière requise pour dresser les états financiers conformément aux IFRS, l'intégration des IFRS dans les processus administratifs, l'élimination des processus de collecte de données rendues inutiles et la présentation d'états financiers conformes aux IFRS au comité de vérification pour approbation. Des rapports d'étape ont été établis afin d'informer le comité de vérification de l'état d'avancement du projet de mise en œuvre des IFRS. La Société a terminé l'étape 1 en février 2010 et entrepris l'étape 2 en mai 2010. L'équipe des IFRS se consacrera maintenant à mettre au point le plan de conversion détaillé.

## Incidences possibles de la mise en œuvre sur 5N Plus

La comparaison des IFRS et des PCGR du Canada, sur lesquels sont actuellement fondés les méthodes comptables de la Société, a permis de relever un certain nombre de différences. La norme IFRS 1, « Première adoption des Normes internationales d'information financière », permet aux entités qui adoptent les IFRS pour la première fois un certain nombre d'exemptions facultatives et d'exceptions obligatoires, dans certains secteurs, aux exigences générales relatives à l'application rétrospective intégrale des IFRS. La Société analyse les divers choix de conventions comptables qui s'offrent à elle et adoptera celles qu'elle jugera le plus appropriées à sa situation.

La plupart des ajustements requis en raison du passage aux IFRS seront apportés de manière rétrospective aux soldes d'ouverture des bénéfices non répartis à la date du premier bilan comparatif présenté selon les normes applicables à cette date. Les ajustements transitoires liés aux normes pour lesquelles le retraitement des données comparatives n'est pas obligatoire seront effectués seulement le premier jour de l'année d'adoption. Voici quelques-uns des principaux domaines pour lesquels les modifications de conventions comptables dans le cadre du passage aux IFRS donnent lieu à des différences comptables pouvant avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Société. La liste et les commentaires suivants ne doivent pas être considérés comme étant une énumération exhaustive des modifications qui découleront du passage aux IFRS, mais plutôt comme les faits saillants des différences comptables qui, selon les estimations actuelles de la Société, sont les plus importantes. Cependant, l'analyse des modifications n'est pas encore terminée, et certaines décisions restent à prendre dans les domaines où des choix sont possibles en matière de conventions comptables. Les différences présentées ci-dessous se fondent sur les PCGR du Canada et les IFRS en vigueur au 31 mai 2010. À l'heure actuelle, la Société n'est pas en mesure d'évaluer avec certitude toute l'incidence de ces différences et d'autres écarts sur les états financiers consolidés de 5N Plus.

### **Devise fonctionnelle**

IAS 1 et IAS 21 — Selon les IFRS, une entité doit évaluer ses actifs, ses passifs, ses produits et ses charges exprimés dans sa monnaie fonctionnelle, laquelle correspond à la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel elle exerce ses activités. Selon l'évaluation préliminaire de la direction, la monnaie fonctionnelle de la Société sera modifiée au dollar américain.

### **Compatibilité de couverture**

IAS 39 — La comptabilité de couverture sera réévaluée de façon à refléter le changement de la monnaie fonctionnelle.

### **Immobilisations corporelles**

IAS 16 — Les différents composants des immobilisations corporelles doivent être comptabilisés de manière plus rigoureuse et détaillée. D'autres différences existent entre les IFRS et les PCGR du Canada en ce qui a trait aux directives concernant la comptabilisation des pièces de rechange, et la capitalisation des frais d'administration et de service n'est pas permise en vertu des IFRS. À la date de la transition, la juste valeur peut être utilisée comme coût présumé en vertu de la norme IFRS 1.

### **Regroupement d'entreprises**

IFRS 3 — Les exigences énoncées par cette norme en ce qui a trait aux regroupements d'entreprises diffèrent de celles contenues dans les PCGR du Canada. Se reporter à la rubrique portant sur le nouveau chapitre 1582 du Manuel de l'ICCA au début de la présente section.

### **Rémunération à base d'actions**

IFRS 2, « Paiement fondé sur des actions », exige que les attributions qui prévoient un règlement en espèces soient mesurées (initialement et à chaque divulgation de résultats) selon la juste valeur de l'attribution. Les PCGR du Canada exigent plutôt que les attributions liées aux « paiements fondés sur des actions » soient mesurées selon la valeur intrinsèque de l'attribution. De plus, lors d'attributions d'options d'achat d'actions comportant des dates multiples pour l'acquisition des droits, chaque tranche est évaluée de manière indépendante. Selon les PCGR, les tranches peuvent être évaluées simultanément.

### **Dépréciation d'actifs**

Principalement, l'IAS 36, « Dépréciation d'actifs », des IFRS contient une norme complète unique en matière de dépréciation en vertu de laquelle les actifs font l'objet d'un test de dépréciation de manière individuelle ou au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT). Les UGT, qui devront être établies, sont habituellement désignées à un niveau moindre au sein de la Société qu'une unité opérationnelle en vertu des PCGR du Canada. Des différences existent également en ce qui a trait aux méthodes d'évaluation des dépréciations, et les règles peuvent donner plus fréquemment lieu à une dépréciation.

### **Provisions**

L'IAS 37, « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », exige qu'une provision soit constatée dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes : une obligation présente existe par suite d'une opération ou d'un événement passé; il est probable qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour régler l'obligation; et l'obligation peut être estimée de façon fiable. Dans ce cas-ci, « probable » signifie plus probable qu'improbable. Selon les PCGR du Canada, le critère de constatation dans les états financiers est « vraisemblable », ce qui représente un seuil plus élevé que « probable ». Par conséquent, il est possible que certaines provisions ou certains passifs éventuels devant être constatés selon ce critère des IFRS n'aient pas été constatés en vertu des PCGR du Canada.

D'autres différences existent entre les IFRS et les PCGR du Canada en ce qui a trait à l'évaluation des provisions, notamment la méthode utilisée pour obtenir la meilleure estimation possible lorsqu'une gamme de résultats sont équiprobables (les IFRS utilisent le milieu de l'intervalle, alors que les PCGR du Canada utilisent l'extrémité inférieure), et à l'exigence d'actualisation des provisions importantes en vertu des IFRS.

La Société continuera d'analyser tous les projets proposés et en cours de l'IASB et d'en évaluer l'incidence sur son processus de passage aux IFRS.

## Risques et incertitudes

Nous sommes sujets à un nombre de facteurs de risque qui peuvent nuire à notre capacité d'exécuter notre stratégie et d'atteindre nos objectifs de croissance à long terme. La Société analyse les risques et met en place des stratégies afin de minimiser leurs impacts sur la performance de la Société.

### Dépendance à l'égard d'un important client

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2010, un client représentait approximativement 74 % de nos ventes. La perte de ce client ou une diminution du volume d'achat de ce client pourrait entraîner une baisse considérable de notre chiffre d'affaires net et être préjudiciable à nos résultats d'exploitation.

### Risque de crédit

La Société est exposée au risque de crédit principalement associé à ses comptes clients. La Société a conclu une entente avec Exportation et développement Canada (EDC) selon laquelle cette dernière assure une partie du risque de perte de certains clients étrangers en cas de non-paiement, et ce, pour un montant maximum de 1 500 000 \$ par année. La Société n'exige pas de garantie supplémentaire ou autre sûreté de ses clients à l'égard de ses comptes débiteurs; toutefois, le crédit est accordé aux clients uniquement après l'évaluation de leur solvabilité. En outre, la Société révisé continuellement le crédit de ses clients et établit une provision pour créances douteuses dans l'éventualité qu'un compte soit jugé irrécouvrable. Un client représentait approximativement 33 % des débiteurs au 31 mai 2010.

### Risque de taux d'intérêt

La Société a présentement un faible taux d'endettement et ses dettes sont à taux variable. Dans l'éventualité de l'augmentation de sa dette, la Société aurait comme politique de réduire son exposition à la variation des taux d'intérêt en s'assurant qu'une partie raisonnable de la dette soit à taux fixe. La direction ne croit pas que l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt aura des répercussions importantes sur les résultats d'exploitation.

### Risque lié au prix

La Société est exposée au risque de variation des prix du marché des métaux qu'elle gère en prévoyant l'acquisition de certains inventaires pour s'acquitter de ses obligations contractuelles à prix fixe envers ses clients. Les instruments financiers de la Société ne l'exposent pas à un risque découlant du prix des matières premières.

### Risque de change

Le risque de conversion et de négociation de la monnaie étrangère pourrait avoir une incidence défavorable sur nos ventes, le coût des marchandises vendues et les marges brutes, ce qui pourrait entraîner des pertes de change importantes. Nous déclarons nos résultats financiers en dollars canadiens et la majorité de nos ventes sont libellées en devises étrangères. La plupart de nos coûts sont engagés en devises locales, ce qui signifie le dollar canadien pour nos installations de Montréal et l'euro pour nos nouvelles installations de fabrication en Allemagne. Bien que les achats de matières premières soient libellés en dollars américains, réduisant les fluctuations du taux de change, nous sommes exposés au risque de change, qui pourrait avoir une incidence négative sur nos ventes et nos marges bénéficiaires. La direction a instauré une politique de gestion du risque de change en regard à la monnaie de fonctionnement appropriée. Nous gérons les opérations de change en concluant des contrats de change à terme lorsqu'ils sont jugés nécessaires.

### Juste valeur

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents, des placements temporaires, des débiteurs, des prêts à long terme, des créditeurs ainsi que de la dette à long terme se rapproche de leur juste valeur, en raison de la période relativement brève qu'il restait à couvrir jusqu'à l'échéance de ces instruments ou du fait que les taux ne diffèrent pas de façon notable des taux courants du marché.

### Sources d'approvisionnement

Nous pourrions être incapables de trouver des stocks essentiels de matières premières en tellure et sélénium dont nous dépendons pour exercer nos activités. Plus précisément, l'approvisionnement en tellure est essentiel pour la production de CdTe. Actuellement, nous nous procurons nos matières premières auprès de plusieurs fournisseurs avec qui nous avons des relations commerciales de longue date. La perte de l'un de ces fournisseurs ou une baisse des niveaux de livraisons pourrait réduire notre capacité de production et avoir une incidence sur nos livraisons aux clients, ce qui, en retour, aurait une incidence négative sur nos ventes et nos marges bénéficiaires nettes et pourrait entraîner des frais quant au non-respect de nos contrats d'approvisionnement.

## Acceptation du marché et dépendance à l'égard des technologies des modules photovoltaïques à couche mince

Nous dépendons de l'acceptation du marché des produits de nos clients et de la technologie connexe. Tout retard ou toute difficulté par nos clients de pénétrer avec succès leurs marchés respectifs pourrait entraîner une baisse de nos ventes et de nos marges d'exploitation. La plupart de nos produits sont vendus sur de nouveaux marchés ou sur des marchés existants pour lesquels ils sont utilisés dans la fabrication des produits de remplacement destinés à de nouvelles technologies ou des technologies améliorées. Si nos clients ne rencontrent pas les cibles de rendement et de frais nécessaires pour assurer la viabilité commerciale, si leurs produits sont assujettis à des règlements qui limitent leur utilisation ou si la nouvelle technologie ou technologie améliorée associée à leurs produits ne peut être adoptée à grande échelle, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur nos ventes et nos marges d'exploitation.

## Réglementation en matière de protection de l'environnement

Nos activités supposent l'utilisation, la manutention, la production, le traitement, le stockage, le transport, le recyclage et l'élimination de matières dangereuses et sont assujetties à un ensemble de lois et règlements nationaux, provinciaux, locaux et internationaux en matière de protection de l'environnement. Ces lois et règlements en matière de protection de l'environnement incluent celles régissant les déversements ou les émanations de matières polluantes dans l'air et l'eau, l'utilisation, la gestion et l'élimination des matières et déchets dangereux, le nettoyage des sites contaminés et la santé et sécurité au travail. Nous avons engagé et continuerons d'engager des dépenses en immobilisations afin de respecter ces lois et règlements. De plus, la violation des lois en matière de protection de l'environnement ou des permis délivrés en vertu de celles-ci ou la responsabilité engagée en vertu de ces lois ou permis pourrait entraîner l'imposition de restrictions sur nos activités d'exploitation ou nous exposer à des amendes substantielles, des pénalités et des poursuites judiciaires devant les tribunaux pénaux, des demandes d'indemnisation pour dommages aux biens ou pour blessures, des frais de nettoyage ou d'autres frais. Bien que nous estimons respecter actuellement toutes les exigences en matière de protection de l'environnement qui sont applicables, de nouvelles circonstances futures, comme l'application de nouvelles lois et de nouveaux règlements plus rigoureux ou la découverte d'un état de l'environnement actuellement inconnu pourraient nécessiter des dépenses pouvant avoir une incidence défavorable importante sur notre entreprise, nos résultats d'exploitation et notre situation financière.

## Concurrence

La croissance attendue de la demande de métaux de grande pureté, particulièrement ceux employés dans l'industrie de l'énergie solaire, devrait attirer plus de raffineurs de métaux dans cette industrie et intensifier la concurrence. La concurrence pourrait venir de raffineurs de métaux à bas prix ou de certains de nos clients qui décideraient de s'intégrer verticalement. Nous pourrions ne pas être en mesure d'égaliser les plus bas prix offerts de nos concurrents qui exercent leurs activités dans des pays en voie de développement. Nos activités sont actuellement exercées au Canada et en Europe. Bien que la main-d'œuvre compte pour une partie relativement modeste de notre structure de coûts, il pourrait se révéler difficile pour nous d'être sur un même pied d'égalité en termes de coûts que les concurrents établis dans les pays en voie de développement. Bien que nous estimons que la proximité des activités de nos clients constitue un avantage concurrentiel important étant donné les considérations de la protection de l'environnement et du recyclage, nos concurrents pourraient s'accaparer une part du marché, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur nos ventes et nos marges d'exploitation si nous n'étions pas en mesure de compenser la perte de volume en faveur de la concurrence.

## Dépendance à l'égard du personnel clé

Nous dépendons des services des membres de la direction générale et le départ de ces personnes pourrait avoir une incidence défavorable sur nous. Notre réussite future dépend de notre capacité à garder à notre service les employés clés et à attirer, former, garder à notre service et intégrer avec succès de nouveaux membres compétents dans notre équipe de direction et notre équipe technique. Le recrutement et la rétention de membres du personnel compétents, particulièrement ceux qui ont une expertise de l'industrie des matériaux électroniques, de la technologie du raffinage et des sels de cadmium, de tellure et de sélénium sont essentiels à notre réussite et pourraient se révéler difficiles.

## Interruptions des activités

Nous pourrions subir des pertes si nos activités devaient être interrompues. Dans plusieurs cas, surtout ceux reliés à nos contrats à long terme, nous avons des obligations contractuelles de livrer des produits dans les délais prescrits. Toute perturbation de nos activités qui pourrait mener à une interruption des activités risquerait de nuire à la confiance que nous porte les clients, entraîner l'annulation de nos contrats et donner lieu à des poursuites judiciaires. Bien que nous croyons avoir pris les mesures nécessaires pour éviter les interruptions d'activités et que nous avons contracté une assurance contre celles-ci, il est possible que nous éprouvions néanmoins des interruptions, qui pourraient avoir des incidences défavorables sur nos résultats financiers.

## Risque lié aux acquisitions

La Société appuie sa stratégie de croissance notamment sur l'acquisition d'entreprises pour diversifier son portefeuille de produits et pour renforcer sa présence dans des marchés cibles. Toute nouvelle acquisition peut comporter des nouveaux défis susceptibles de ralentir le processus d'intégration ou d'en réduire les avantages économiques ou opérationnels.

## Protection des droits de propriété intellectuelle

La protection de propriété de nos procédés, méthodes et autres technologies exclusives est essentielle à notre entreprise. Nous dépendons presque exclusivement d'une combinaison de secrets commerciaux et d'ententes de confidentialité avec nos employés pour protéger nos droits de propriété intellectuelle. Nous avons délibérément choisi de limiter notre nombre de brevets afin d'éviter la divulgation de renseignements précieux. L'omission de protéger et de surveiller l'utilisation de nos droits de propriété intellectuelle existants pourrait entraîner la perte de certains procédés et technologies précieux.

## Option conférée à First Solar Inc. aux fins d'acquérir nos installations de fabrication en Allemagne

Une des conventions d'approvisionnement avec First Solar Inc. comporte une clause d'option d'achat aux termes de laquelle First Solar Inc. peut, s'il nous était impossible de respecter nos obligations contractuelles, acheter la totalité de notre participation dans la filiale allemande. Conséquemment, nous pourrions être tenus de vendre notre filiale allemande à un prix fixe, ce qui aurait une incidence défavorable sur nos perspectives de croissance et une incidence défavorable importante sur nos résultats d'exploitation.

Par ailleurs, le fait que l'option d'achat puisse être levée suite à un changement de contrôle ayant une incidence défavorable sur First Solar Inc. pourrait réduire l'intérêt de tiers à faire des offres publiques d'achat et proposer des regroupements d'entreprises ayant du fait même une incidence sur le cours de nos actions. Une telle situation pourrait limiter notre capacité à réunir des fonds au moyen de l'émission d'autres actions ordinaires selon le niveau de dilution qui en résulterait.

Au 31 mai 2010, la Société remplissait toutes les conditions reliées à cette entente.

## Contrôles et procédures

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 ») 5N Plus a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, rendent compte de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

### Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents visés de la Société par les règlements d'information continue a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée aux dates précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef des opérations financières ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

### Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des opérations financières ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR du Canada.

Une évaluation de la conception et de l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière, selon les critères établis dans le cadre de référence de contrôle interne du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO).

## Modifications des contrôles internes à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucune modification de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière survenue au cours du quatrième trimestre terminé le 31 mai 2010 qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

## Mesures non conformes aux PCGR

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à certaines mesures non conformes aux PCGR, et elles ne peuvent être formellement identifiées aux états financiers. Les mesures non conformes aux PCGR fournissent une information utile et complémentaire aux mesures financières normalisées établies conformément aux PCGR. Il s'agit du BAIIA, de la marge brute, du ratio de la marge brute, du fonds de roulement et du ratio de fonds de roulement et de la dette totale.

Le BAIIA désigne le bénéfice net des opérations continues avant frais financiers, revenus d'intérêts, impôts et amortissement, et est présenté de façon constante d'une période à l'autre. Nous suivons l'évolution du BAIIA, afin d'évaluer le rendement d'exploitation de nos activités permanentes avant la prise en compte des effets de certaines dépenses. La définition de ces mesures utilisées par la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

La marge brute est une mesure financière qui correspond aux ventes déduction faite des coûts des marchandises vendues. Le ratio de la marge brute est exprimé en pourcentage des ventes.

Le fonds de roulement est une mesure qui nous indique les sommes dont nous disposons pour faire croître l'entreprise. Le fonds de roulement est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Nous le mesurons en prenant le montant de l'actif à court terme déduction faite du passif à court terme.

La dette totale est une mesure qui nous indique à combien se chiffre notre dette incluant les portions à court terme et nous démontre quelle est notre situation d'endettement.

Le carnet des commandes est également une mesure non conforme aux PCGR et représente les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et qui devraient se transformer en ventes au cours des douze prochains mois.

## Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont fait l'objet d'un reclassement afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour l'exercice.

## Information supplémentaire

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Des informations supplémentaires sur la Société, incluant la Notice annuelle, peuvent être consultées en ligne sur le site de SEDAR sous la rubrique Profil d'entreprise à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## Évènements postérieurs à la date du bilan

Le 18 juin 2010, la Société a fait l'acquisition pour un montant de 3 000 000 \$ US (approximativement (3 072 000 \$), d'une dette convertible de Sylarus Technologies, LLC (« Sylarus »), un chef de file dans la production de substrats de germanium pour cellules solaires, situé à Saint Georges, Utah. La dette convertible porte intérêt au taux de 6 % annuellement et est remboursable au plus tard le 31 mai 2015. La dette incluant les intérêts courus est convertible à l'option de la Société, en 18 % des actions votantes et participantes de Sylarus. La Société a également la possibilité de souscrire jusqu'au 30 septembre 2011, à d'autres dettes convertibles de Sylarus jusqu'à un montant supplémentaire maximum de 4 000 000 \$ US (approximativement 4 185 000 \$) portant intérêt aux mêmes taux et échéance que la dette initiale, et convertible en 15 % d'actions votantes et participantes additionnelles de Sylarus. Parallèlement, 5N Plus et Sylarus ont conclu une entente à long terme d'approvisionnement et de recyclage en vertu de laquelle 5N Plus fournira à Sylarus des matières premières de germanium de haute pureté et recyclera différents résidus contenant du germanium.